

QUELLE METHODOLOGIE POUR QUEL(S) SAVOIR(S) ?

Marie-Véronique LABASQUE et Juliette HALIFAX

DEPARTEMENT D'ETUDES, DE RECHERCHES ET D'OBSERVATION – IRFFE/CREAI DE PICARDIE

Notre réflexion s'inscrit dans la volonté d'interroger, dans le cadre d'activités d'observation du champ médico-social sur un territoire régional et d'études menées à différents niveaux géographiques, la production et de la transmission de connaissances. En effet, nous tenterons d'identifier les enjeux liés à cette production de connaissances.

Nous essaierons de montrer, lors de la communication orale, que la production de savoirs est indissociable du contexte dans lequel ceux qui les « fabriquent » évoluent : contexte politique, historique, scientifique, cadre et conditions d'exercice des chercheurs, etc.

1/ Les savoirs s'élaborent-ils toujours de la même manière ?

Que l'on se situe dans le cadre de la réalisation d'une étude et dans la mise en place d'une observation, les finalités semblent communes : dans un cas comme dans l'autre, l'objectif général de ces travaux pourrait être défini comme le fait de développer des connaissances afin de faciliter, d'une part, les prises de décisions et, d'autre part, l'accès à l'information dans différents domaines.

Des objectifs plus particuliers peuvent être déterminés par le commanditaire, que celui-ci soit interne à l'équipe de recherche ou externe, via un cahier des charges. Pour atteindre ces objectifs, différentes étapes d'élaboration des savoirs sont mises en place : l'état des lieux des connaissances en la matière et la construction de la problématique, la construction de la méthodologie et d'outils d'investigation spécifiques, le recueil de données, l'analyse des données et la formulation de préconisations. Dans le cadre du Pôle d'Observation Médico-Sociale (POMS), cette étape est complétée par la mise en lien, l'harmonisation et la fiabilisation des données issues de différentes sources ainsi que la construction d'outils spécifiques et complémentaires à ceux existants et, enfin, la diffusion des informations existantes et/ou produites.

Nous verrons que c'est essentiellement lors de cette dernière étape que les différences méthodologiques existent.

En outre, une autre différence importante entre les deux cadres de travail tient à la temporalité de ces derniers. Tandis qu'une étude est ponctuelle, se situant à un moment bien défini dans le temps, une activité d'observation s'établit dans la durée. De ce fait, la méthodologie peut évoluer dans le temps, de même que les outils de recueil de données. Cette inscription dans le temps a également pour conséquence que le travail d'observation se fait en lien étroit avec les partenaires du secteur. Dans le cadre du POMS, ce travail se fait

en association avec les producteurs de données dans le champ médico-social ainsi qu'avec les professionnels des établissements et services du secteur médico-social.

Ainsi, bien que les méthodologies appliquées dépendent de la demande et des objectifs attendus, les méthodes de travail restent relativement classiques.

2/ De la diffusion des savoirs produits et modalités de validation...

C'est lors de la diffusion des savoirs que les différences vont être les plus prégnantes entre une étude et une observation. Dans le premier cas, la diffusion des résultats consiste en la publication du rapport d'étude et, éventuellement, en la publication d'articles ciblés ou en la participation à des colloques, des journées d'études. Pour l'observation, différents types de diffusion peuvent se rajouter aux articles et autres diffusions orales, comme une synthèse annuelle des données disponibles ou des analyses thématiques croisées, par exemple.

Par ailleurs, si les modalités d'élaboration des savoirs diffèrent selon les finalités du travail à mener et des objectifs fixés, il s'agit encore moins des mêmes modalités de validation des savoirs produits.

Il existe bien une validation par le commanditaire qui accepte (ou non) les résultats obtenus, qui nous autorise (ou non) à les diffuser, qui s'appuie (ou non) sur ces mêmes résultats pour mettre en œuvre sa politique, ... mais qu'en est-il de notre capacité ou de notre volonté de faire valider les savoirs produits par d'autres instances ? Cette question ne renvoie-t-elle pas très rapidement à celle du temps (et donc du financement) passé à valoriser, communiquer, diffuser les résultats de nos recherches.

3/ ... à la reconnaissance des productions

Pour terminer, nous profiterons de cette communication pour interroger les instances de validation et de reconnaissance des savoirs produits dans un cadre d'exercice tel que le nôtre (un Département d'Études, de Recherches et d'Observation mutualisé entre un CREA et un centre de formation en travail social).

En effet, en l'absence d'instance de validation légitime et légitimée – telle que nous en connaissons pour la recherche menée à l'université –, c'est toute la reconnaissance de la qualité des travaux menés et la légitimité des connaissances produites qui est susceptible d'être mise en question.

A l'heure de la constitution ou du renforcement d'associations fédérant les centres de formation en travail social (Unaforis) ou regroupant les CREA (ANCREAI), de la constitution d'associations de chercheurs dans le champ du travail social (ACOFIS, AFFUTS,

etc.) et quelques mois après une conférence de consensus consacrée aux questions de la recherche en/dans/sur le travail, que peut-on dire de la légitimité des centres de formation à faire de la recherche ? Quelle est, aujourd'hui, la pertinence pour les centres de formation, et leur légitimité, à produire des connaissances en travail social ? Les connaissances produites sont-elles identifiées et reconnues comme des connaissances scientifiques et légitimes ? Quel type de personnes peut témoigner d'une telle reconnaissance ? Les chercheurs ? Les professionnels ? Quelles sont les attentes des professionnels du travail social par rapport à la production de telles connaissances ? Ont-ils des besoins spécifiques ?